

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Arrêté du 9 mai 1985 fixant les conditions d'admission directe à suivre la session de formation de directeur pour préparer le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret n° 73-131 du 8 février 1973 relatif aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs, et notamment son article 5, 1^{er} alinéa ;

Vu le décret n° 84-735 du 27 juillet 1984 relatif aux attributions du ministre délégué à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1973 relatif aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Tout candidat au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs non titulaire du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs et âgé de vingt-cinq ans révolus à la date de la demande peut être admis directement à suivre la session de formation de directeur s'il justifie de deux expériences d'animation dont une au moins en centre de vacances ou de loisirs déclaré ou en classe de découverte déclarée, après avoir participé à un entretien avec le jury régional mentionné à l'article 14 de l'arrêté du 7 mars 1973 susvisé. L'autorisation est accordée par le directeur régional de la jeunesse et des sports sur proposition du jury.

Art. 2. - Au vu du dossier présenté par le candidat et compte tenu de l'entretien mentionné à l'article 1^{er} ci-dessus, le jury peut proposer au directeur régional de demander au candidat de suivre une des sessions mentionnées aux articles 3 et 5 de l'arrêté du 7 mars 1973 susvisé, à l'issue de laquelle sera délivrée l'autorisation, s'il est attesté par le conseil de la session que l'intéressé a suivi ladite session de façon satisfaisante.

Art. 3. - Lorsque l'autorisation est accordée, mention en est portée sur la demande d'inscription du candidat à la session de formation de directeur de centres de vacances et de loisirs.

Art. 4. - L'arrêté du 30 janvier 1974 relatif au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs est abrogé.

Art. 5. - Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1986.

Art. 6. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1985.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

A. LAURENT

Arrêté du 9 mai 1985 portant modification de l'arrêté du 21 mai 1975 relatif aux conditions de direction et d'animation éducative des séjours de vacances où sont hébergés, à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs, des participants âgés de six à dix-huit ans

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret n° 60-94 du 29 janvier 1960 concernant la protection des mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n° 84-735 du 27 juillet 1984 relatif aux attributions du ministre délégué à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'arrêté du 21 mai 1975 relatif aux conditions de direction et d'animation éducative des séjours de vacances où sont hébergés, à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs, des participants âgés de six à dix-huit ans,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'article 7 de l'arrêté du 21 mai 1975 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Si les besoins l'exigent, des dérogations aux règles de qualification du personnel de direction peuvent être accordées par le préfet, commissaire de la République, sur avis du directeur départemental de la jeunesse et des sports. La dérogation ne peut être accordée qu'à une personne titulaire du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur et âgée de vingt et un ans révolus à la date de la demande.

« Il ne peut être accordé à une même personne qu'une seule dérogation ; une telle autorisation est délivrée pour une durée de six mois durant lesquels son bénéficiaire ne peut encadrer que deux séjours au maximum. Cette dérogation n'est pas reconductible. »

Art. 2. - Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1986.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1985.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

A. LAURENT

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 13 mai 1985 portant nomination au Conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aériennes

Par arrêté du Premier ministre en date du 13 mai 1985, le lieutenant-colonel Demougeot, du secrétariat général de la défense nationale, est nommé membre du Conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aériennes, en remplacement du lieutenant-colonel Moltes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

Arrêté du 25 mars 1985 portant admission à la retraite (administration centrale)

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget en date du 25 mars 1985, M. Mitterrand (Robert), commissaire aux prix de 5^e échelon, est admis, par limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 23 septembre 1980, en application des dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 53-711 du 9 août 1953 et du code des pensions civiles et militaires de retraite.